Table-ronde : « Où en sommes-nous du chemin engagé ? »
Intervention de Mgr Vincent Jordy, Archevêque de Tours, Vice-Président de la CEF
31 mars 2025

Ce que vous ne savez peut-être pas, c'est que pour préparer cette séquence, le Secrétariat général avait demandé aux évêques de rédiger en un recto verso, la manière dont ils avaient vécu depuis l'événement de la CIASE. Cela fait un corpus de récits que j'ai encore repris hier soir et ce matin. Ce sont des expériences très variées, mais elles ont toutes des convergences qui m'ont beaucoup frappé. Entre autres, la sidération lors de la présentation du rapport de la CIASE.

J'exprime souvent le fait que je vis quelque chose de particulier en tant que vice-président de la CEF et comme archevêque de Tours. Dans mon enfance, j'ai été dans plusieurs lieux où des jeunes se rassemblaient. J'ai été scout, j'ai été en paroisse, j'ai fait du sport collectif… Jamais je n'ai entendu parler d'abus, ni de près, ni de loin. Je n'ai jamais rien vu de particulier. La première fois fut lorsque j'étais étudiant en droit, j'avais des cours de procédure pénale et j'allais au tribunal de grande instance à Strasbourg, en correctionnelle. Là, j'ai découvert la réalité de la pédocriminalité que j'ignorais par ma culture familiale et scolaire. C'est-à-dire, que j'ai découvert qu'il y avait des papis, des tontons, des voisins qui avaient fait des choses que je n'imagine pas.

Après mes études de droit et avant de partir à Rome pour ma formation, j'ai passé un an et demi dans l'Education nationale. Avec les profs et les surveillants, nous rencontrions souvent des élèves de collège. Je me souviens d'une jeune fille de troisième, supérieurement intelligente, avec la joie d'une adolescence et en même temps, quelque chose dans le regard et par moment, dans l'expression, qui manifestait quelque chose de douloureux.

Lorsque j'étais à Rome, elle a réussi à avoir mon adresse. Chaque année, elle m'envoyait un courrier. Les courriers sont devenus de plus en plus longs sur les six années romaines. Lorsque je suis devenu prêtre, elle a demandé à me rencontrer. C'était devenu une femme, elle avait fait de brillantes études et travaillait dans un cabinet d'audit à Paris. C'était assez émouvant parce que, au bout de quatre phrases, elle m'a dit : « vous savez, je peux vous le dire maintenant, j'ai été abusée. Nous étions cinq enfants, deux garçons et trois filles, les trois filles ont été violées par le garçon aîné de la famille pendant des mois. ». Cela m'a permis de découvrir, en l'écoutant, à quel point les abus sexuels pouvaient détruire une personne et ravager une vie. J'ai constaté avec elle, que d'une certaine manière, tout était atteint. Elle n'a jamais réussi à avoir une relation affective stable, se marier, avoir des enfants. Elle souffre de troubles obsessionnels, de dysfonctionnements dans sa manière de s'alimenter. Cela m'a profondément marqué et ça m'a peut-être aidé, lorsque de la remise du rapport de la CIASE, à comprendre un peu de l'intérieur ce qui pouvait se passer. Je pense que pour moi, comme tous les autres évêques - j'ai lu ce qu'ils ont écrit - cela a été une sidération devant la catastrophe, devant la tragédie.

En 2000, lorsque que j'étais supérieur de Séminaire, l'Eglise de France a pris conscience du problème. D'ailleurs, le rapport Sauvé le dit. En 2001, j'ai participé à une formation sur les questions de pédocriminalité avec mon Séminaire. C'était il y a 24 ans. Je me souviens également très bien des questions que nous posions aux psychologues et psychiatres qui étaient là pour nous former. Nous leur avons demandé de nous donner des critères pour le profilage. Ils nous ont dit : « vous savez, une femme peut vivre 30 ans avec un pédophile sans découvrir qu'il l'est ».

Dans le diocèse de Tours, notre Cellule d'Accueil et d'Ecoute n'accueille plus aujourd'hui que des personnes qui viennent parce qu'elles ont été abusées par des prêtres. Elle est également ouverte à des personnes qui ne savent plus où aller pour parler. Elle a reçu récemment une femme, mère de dix enfants, catholique, très pratiquante, qui a découvert il y a un an et demi que le père avait abusé neuf des dix enfants. Je me suis retrouvé devant quelque chose qui m'a paru hallucinant, que l'on a du mal à appréhender.

Lorsque le rapport de la CIASE est remis, il nous sidère tous. Ce qui va être une expérience commune entre évêques, c'est une forme d'expérience spirituelle. Avec le rapport, nous discutons sur la question de la responsabilité. On sent bien que ça tire. Cette table ronde s'est ouverte en exprimant ce qui a profondément marqué, c'est la responsabilité institutionnelle systémique. Je me souviens très bien de nos débats. D'ailleurs, on m'a demandé, à l'époque, une contribution sur la responsabilité et la dimension sociétale. Après la remise du rapport, nous nous sommes réunis en assemblée. Nous avons alors entendu des extraits du rapport de la CIASE, mais surtout, nous avons écouté des victimes. Ce fut un moment profondément bouleversant. Pour ma part, j'ai ressenti une immense vulnérabilité. Et nous sommes là, l'assemblée, dans une pauvreté qui est immense. En tout cas, c'est ce que moi j'ai éprouvé. Nous avons eu un débat, entre nous, au cours duquel l'un des frères partage son épuisement. Et puis, un frère aîné qui semblait plutôt parmi les personnes réservées, finit par nous dire : « mais enfin, ce qu'on attend de nous, c'est l'Évangile. ». C'est un peu comme dans un conte d'Andersen, une histoire où c'est l'enfant qui dit une parole, une parole qui paraît tellement simple et évidente.

Pour moi, cette parole a été essentielle parce que c'est comme si l'Esprit soufflait parmi nous pour nous dire qu'il s'agit de changer de posture. Il ne s'agit pas d'être face aux victimes comme dans une conflictualité à défendre ou avec quelque chose à protéger. Quelques-uns d'entre nous l'avaient d'ailleurs dit à l'époque : « c'est le Christ qui défend l'Eglise qui la porte ». Ce n'est pas à nous de le faire. On observe un changement de posture où on quitte un rapport qui est frontal et conflictuel. C'est également un rapport marqué par la peur et le désarroi, parce qu'on n'a pas eu de module au séminaire pour gérer les questions de pédocriminalité et la formation des évêques que j'ai reçu à Rome en 2008, quand je suis devenu prêtre, ne prévoit pas ces questions-là. Il y a un changement de position, je pense, où nous quittons une posture de face à face pour nous mettre à côté des victimes et pour commencer, progressivement, un compagnonnage. Je n'hésite pas à employer ce mot. C'est ce que j'ai vécu à Toulouse et ce que je vis à Tours où j'observe que des choses deviennent possibles. Avec le collectif des *Voix Libérées* de Tours, on dit souvent que l'impossible est devenu possible. Pour moi, un chemin s'est ouvert à deux niveaux. D'abord, quelques mois après la remise du rapport de la CIASE, je deviens vice-président de la Conférence des évêques. Je gère une affaire assez compliquée et grave d'un prêtre fondateur d'une manécanterie qui a abusé neuf-dix victimes reconnues. Il y en a certainement d'autres. On en est certain. En arrivant à la vice-présidence, j'arrive au cœur du réacteur où l'information nous est donnée, où nous réfléchissons ensemble et ce que moi je peux dire et ce dont je veux témoigner. Et d'ailleurs, finalement, cette journée en est un peu le témoignage. C'est la détermination profonde que j'ai trouvé de la présidence en la rejoignant et la détermination du Conseil permanent. C'est vrai que tout ne peut pas se faire tout de suite. Et puis Céline Hoyeau nous a ouvert la porte sur bien d'autres choses. Les avenues spirituelles. On voit bien ce qui se passe aujourd'hui dans les internats catholiques, et puis dans la société tout entière, d'une certaine manière. L'appel de trois membres de la CIIVISE dans La Croix, il y a quelques jours, rappelle qu'il y a 160 000 enfants abusés en France chaque année.

Enfin, nous sommes devant une découverte de quelque chose qui nous dépasse un peu tous et en même temps, devant laquelle nous devons être responsables, prendre nos responsabilités et faire tout ce que nous pouvons faire pour que ces choses arrivent le moins possible. L'idéal serait qu'elles n'arrivent plus et de mettre en œuvre tous les moyens possibles pour permettre d'avancer.

Je pense au rapport de la CIASE, à l'INIRR et à la CRR pour les religieux, au Fonds SELAM. Il y a des choses qui ont été faites. Il y a la question des personnes majeures qui est aussi à prendre en compte, et je pense que ce sera ce sur quoi nous allons travailler cette semaine et qui est le chantier en cours. Pardonnez-moi de terminer de manière un peu égocentrée sur mon diocèse, mais c'est ce que je connais le mieux. En novembre dernier, nous avons fait une conférence de presse à quatre voix avec le collectif des victimes, l'INIRR représentée par Marie Derain de Vaucresson, France Victimes 37 et sa présidente et moi-même, comme archevêque de Tours. Lors de cette conférence, nous avons annoncé publiquement la condamnation par le TPCN d'un prêtre à l'origine de violences. Cela a été quelque chose de vraiment très constructif et conduit de manière très responsable et cohérente. Et puis, il y a huit jours, en la basilique Saint-Martin de Tours, nous avons inauguré une plaque mémorielle avec un système de QR code qui permet d'accéder à la base de données de toute l'affaire. On sent bien la fatigue de nombreuses personnes, et en même temps, on ne peut pas s'arrêter là, ni tourner la page.

Dimanche, après l'inauguration de la plaque, nous étions à la cathédrale pour la messe mémorielle. Nous étions à peu près 1 000 personnes, comme les années précédentes. A la fin, j'ai rencontré des jeunes qui étaient en larmes et avec lesquels j'ai parlé. A la fois, ils continuent d'aimer leur Église, mais ils souhaitent que la Vérité se fasse, que nous avancions et que nous soyons à la hauteur de ce que Jésus nous demande.